

ne pouvaient guère influencer sur les conditions climatiques, mais il ne suit pas de là que la sécheresse n'influaient pas sur eux.

Nous serions aujourd'hui bien malavisés à vouloir régler notre conduite sur la supposition que le climat politique et économique des nations ne nous regarde pas et nous serions également malavisés à ne pas tâcher d'y remédier.

Prudence et longueur de temps

La prudence élémentaire exige que le Canada, troisième nation commerçante du globe, recherche et appuie une coopération économique à long terme en vue d'assurer la stabilité et la prospérité internationales.

La prudence élémentaire exige également que nous ne fassions pas plus, ou qu'on n'attende pas plus de nous, que nos moyens économiques et financiers ne nous le permettent. D'autre part, on ne doit pas oublier que notre aide à l'Europe a pour objet de restaurer le régime multilatéral du commerce d'avant-guerre. Le Canada ne s'en porterait guère mieux - non plus d'ailleurs que l'Europe elle-même à la longue - si, au moment où les secours nord-américains cesseront, le commerce européen se cristallisait en systèmes et en politiques qui nous obligeraient, par mesure de prudence, à refondre notre système commercial et à conclure nos propres marchés bilatéraux avec chaque Etat. Ce n'est pas ainsi que nous concevons le monde meilleur qui devrait exister à l'expiration du Plan Marshall. Les Canadiens seraient amèrement déçus si c'était là l'unique résultat des efforts déployés actuellement. Nous désirons contribuer à ramener l'Europe au régime des marchés plurilatéraux non pas à celui des marchés bilatéraux; nous voulons en finir avec les transactions et les pratiques commerciales néfastes de l'avant-guerre; des aspirines et des harmonicas contre des vivres et des matières premières; la production de blé à tout prix; l'autarcie à tout prix.

D'un autre côté, si la prospérité est l'un des objectifs de notre politique extérieure, le second objectif, de beaucoup le plus important et sans lequel ne sauraient exister ni prospérité ni quoi que ce soit, n'est autre que la paix. Que doit faire un pays comme le Canada pour aider à maintenir, ou plutôt à établir, la paix dans un monde partagé entre les deux concepts sociaux dont j'ai déjà parlé?

En premier lieu, sans transiger sur le chapitre des libertés fondamentales, le Canada et les autres démocraties doivent s'efforcer de trouver une formule de coexistence avec les gouvernements totalitaires, ne serait-ce qu'une formule de tolérance mutuelle. A mon avis, le meilleur moyen d'y arriver consiste à élargir l'horizon de la liberté démocratique et à vivifier les vertus profondes de la démocratie. Même le despotisme le plus implacable ne saurait asservir à jamais l'âme humaine. Toujours on cherchera la liberté, même si pour la trouver il faut sauter par les fenêtres! Sans intervenir dans les affaires nationales d'aucun pays, les démocraties doivent, par le précepte et l'exemple, encourager partout la liberté. Les démocraties doivent encore opposer un bloc solide à toute action ou exigence agressives communistes. Nous devons mettre tout en oeuvre - comme le Canada l'a fait de concert avec d'autres Etats pacifiques - pour faire de l'ONU un organe effectif de coopération et d'entente internationales et pour l'empêcher de dégénérer, suivant le vœu des Etats